

Emigration clandestine

Les chiffres et les émigrés vous renseignent

PHENOMENE DE L'EMIGRATION CLANDESTINE :
LE CAS DU SENEGAL

INTRODUCTION

La Culture de notre temps nous a habitués à aborder certaines thématiques telle que celle que nous traitons aujourd'hui en utilisant des chiffres. En effet, le phénomène de l'émigration clandestine sénégalaise est une réalité sur laquelle il est difficile de se prononcer sans faire de l'idéologie, des vœux pieux ou des jugements superficiels, si l'on n'utilise pas les chiffres, les statistiques, les données officielles.

Nous allons donc nous exercer à regarder la réalité avec les yeux de la réalité, autrement dit, en considérant les choses telles qu'elles sont officiellement photographiées et admises par le gouvernement sénégalais et ses services techniques compétents, chargés de la question des migrations internes et externes.

Nous n'omettrons cependant pas d'écouter ceux qui sont victimes du phénomène et que nous avons rencontrés et écoutés pour relativiser les statistiques qui ne peuvent pas toujours manquer de connotation politique et donc idéologique.

Il faut d'emblée reconnaître que l'économie du Sénégal, pays historiquement caractérisé par d'importants courants migratoires, vulnérable aux conditions climatiques et à l'influence des contraintes extérieures, n'a pu inverser la tendance persistante de la détérioration des conditions de vie des populations. Ainsi, malgré les applications des politiques de redressement, les problèmes sociaux se sont accentués et les conditions de vie des ménages sont devenus plus ou moins précaires.

Par ailleurs, il faut aussi signaler que les problèmes de population que nous allons aborder ici, constituent de sérieux obstacles au développement et rendent plus complexe le phénomène de l'émigration qui nous préoccupe.

Physionomie socio économique du Sénégal : quelques éléments descriptifs

Population totale : 11 millions d'habitants environ

RUBRIQUES 2002

Taux national de pauvreté (populations ne disposant pas d'un (1) euro/jour pour vivre 57,10 %

Pourcentage des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté 48,40 %

Taux brut de scolarisation 79,9 %

Taux de chômage des moins de 35 ans 5,60 %

Ménages ne disposant pas de terre cultivable 37,90 %
Croissance démographique 2,7 %
Taux de fécondité En moyenne 6 enfants/famille
Demandeurs d'emplois/an 100 000
Taux de population active 31,74 %
Taux de population juvénile sans emploi et sans revenu 58 %
Taux d'urbanisation 39 %

Au sommet mondial sur le développement social de Copenhague, le 11 mars 1995, le premier ministre sénégalais d'alors faisant le point sur sa politique sociale basée sur la lutte contre l'exclusion et l'insertion des couches sociales vulnérables signalait déjà l'impossibilité de parvenir à un développement humain durable au 21e siècle sans :

- une maîtrise de la croissance démographique (2,7 %) avec un taux de fécondité très élevé (6 enfants/famille) et 47 % moins de 15 ans).
- création d'emplois (100 mille demandeurs d'emploi par an sur une population d'environ 3 Millions de personnes).
- maîtrise de l'urbanisation (population urbaine passe de 23 % an 1960 à 39 % en 1998).
- tenir compte de la baisse du taux de morbidité et de mortalité (de 27/mille 1960 à 17 pour mille en 1988 faisant passer l'espérance de vie de 38 ans en 1960 à 54 ans en 1994).
- des rigueurs des politiques et programmes d'ajustement structurel (1985-1990) ayant eu des effets néfastes au niveau social : dégradation de la situation sociale dans tous les secteurs (éducation, santé, accès à l'eau, emploi...) avec la chute des dépenses publiques par habitant de l'ordre de 2 %).
- tenir compte du contexte international dans lequel la politique de développement économique et social du Sénégal se déroule (mondialisation).

Il terminait son intervention en déclarant : "nous refusons la pauvreté et nous avons droit au développement et nous allons vers cela. La porte est ouverte maintenant à nous d'y entrer et de foncer très fort."

I. CAUSES RECONNUES par les rapatriés ou ceux qui veulent tenter l'aventure du BARÇA OU BARSAXH (Barcelone ou l'Au-delà, tout nous est égal)

CAUSES POURCENTAGES

Raisons professionnelles, mutations 7,20 %
Manque de travail 31,70 %
Emploi trouvé 29,00 %
Mariage 6,90 %
Autres raisons familiales 6,10 %
Santé 10,30 %
Calamité/Sinistre/Sécheresse 8,50 %
TOTAL 100 %

Situation occupation avant le départ

RUBRIQUES POURCENTAGES

Occupés 46,00 %
Chômeurs 29 %
Elèves/Etudiants 14 %

Femmes au foyer 7 %
Inactifs 4 %
TOTAL 100 %

Etat matrimonial d'émigrants avant départ

RUBRIQUES POURCENTAGES

Mariés monogames 41,00 %
Mariés polygames 10,60 %
Célibataires 46,50 %
Veufs (ves) 0,40 %
Divorcés 1,50 %
TOTAL 100 %

Les régions d'origine

RUBRIQUES POURCENTAGES

DAKAR 31,20 %
ZIGUINCHOR 3,90 %
DIOURBEL 9,90 %
SAINT-LOUIS 18,40 %
TAMBACOUNDA 5,60 %
KAOLACK 2,90 %
THIES 9,60 %
LOUGA 7,60 %
FATICK 3,30 %
KOLDA 7,60 %
TOTAL 100 %

NB. : de la Sous-Région (Guinée, Guinée Bissau, Ghana, Mali, Côte d'Ivoire, Cameroun...) beaucoup de jeunes émigrent vers le Sénégal comme pays de transit vers les autres continents.

Pays de destination des émigrés

RUBRIQUES POURCENTAGES

Bénin 0,50 %
Burkina Faso 0,70 %
Côte-d'Ivoire 6,60 %
Guinée-Bissau 3,20 %
Mali 2,40 %
Niger 0,10 %
Togo 0,30 %
Autres pays Africains 30,10 %
Europe 46,00 %
USA/Canada 7,50 %
Autres 2,50 %
ND 0,10 %
TOTAL 100 %

La responsabilité dans la prise de décision pour le départ

58,00 % sont totalement autonomes dans la prise de décision

La prise en charge des frais de voyage

RUBRIQUES POURCENTAGES

L'émigrant lui-même 46,00 %
Le Chef de ménage lui seul 11,10 %
Contributions familiales 18,40 %
Parents hors du ménage 8,90 %
Personnes à l'étranger 10,10 %
Employeurs 2,90 %
Autres 2,50 %
TOTAL 100 %

RUBRIQUES POURCENTAGES

Envoient régulièrement de l'argent à leur famille 42,00 %
Envoient de manière irrégulière 31,00 %
N'envoient pas du tout 27,00 %
TOTAL 100 %

LES EMIGRES RAPATRIÉS NOUS RENSEIGNENT SUR LES CAUSES DE LEUR DEPART

Misère de la famille qui fait que celle-ci exerce une forte pression → sociale sur les jeunes et surtout sur les aînés pour les inciter à l'aventure.

"Quand vous êtes aîné de famille, la débrouille est un devoir dont le seul fondement est le désir de faire vivre la famille", parole d'un rapatrié d'Espagne en 2006.

- état de malnutrition endémique et de sous alimentation ;
- accès difficile aux services sociaux de base ;
- enclavement et isolement qui empêchent l'accès aux biens du développement humain.

Refus de l'humiliation et donc conquête de dignité humaine ("Si tu → dois mourir en forêt, que ce soit des griffes d'un lion").

Dureté des conditions de vie qui → développent chez les candidats à l'émigration clandestine, un caractère féroce parce que la vie ne leur fait pas de cadeau.

Mirage de l'Occident, considéré → comme pays de Cocagne où l'on peut gagner rapidement de l'argent sans trop d'efforts (cf. campagne publicitaire à la télévision et réalisation des émigrés dans leurs villages ou quartiers d'origine sans oublier leur train de vie de retour en vacances au bercail : voiture, DVD, télé, maisons ...).

Exploitation abusive des ressources → halieutiques par les occidentaux et qui poussent les petits pêcheurs à abandonner leur métier (38 % des clandestins sont issus de villages de pêcheurs).

→ Manque de revenus réguliers ou fixes (83 % des clandestins revenus de force)

Angoisse d'un avenir incertain dans un pays piloté par des libéraux → dont la logique de gouvernement est de parvenir à une croissance économique accélérée au détriment des petits, appelés à disparaître (atmosphère économique de la globalisation ; invasion des marchés par les produits asiatiques bon marché).

Agriculture basée sur des moyens→ d'exploitation archaïques et non rentable et qui incite à l'exode vers les villes comme lieu de transit vers l'Europe (21,7 % des rapatriés d'Espagne sont des jeunes évoluant dans le petit commerce informel en ville ou dans les banlieues.)

Croissance démographique trop→ importante par rapport aux ressources de subsistance disponibles (2,7 % = taux de croissance) ; 57 % de la population ne disposent pas d'un (1) euro/jour pour vivre.

→ PME peu développées et manque d'ouvriers qualifiés (beaucoup d'ouvriers qualifiés demeurent sans emploi).

Manque de volonté politique pour réorienter de façon réaliste la base→ de l'économie nationale (agriculture, le tourisme, la pêche, l'éducation et la formation...) ou pour mettre en œuvre les politiques sectorielles dont regorgent les tiroirs des ministres du gouvernement.

Le manque de stabilité politique au→ niveau sous-régional crée un déséquilibre au niveau socio économique qui pousse les jeunes à abandonner leur pays pour aller chercher leur pain dans les autres continents (les troubles en Côte- d'Ivoire ont généré une baisse de 40 % des activités économiques au sein de l'UEMOA poussant les populations à chercher du travail ailleurs).

La prostitution (la prostitution→ étrangère en Europe occupe 75 % du marché dont 50 % d'Africaines vendues entre 7 000 à 8 000 euros ; origines : Nigeria, Ghana, Cameroun, Sénégal. Les familles sont sous contrat avec les réseaux de trafiquants).

Cannibalisme social sous-tendu par→ un souci de nivellement social et une peur des conséquences de la réussite socio économique dont la base est la médiocrité pour tous (frein au progrès socio-économique) "Tous doivent se nourrir, habiter et se déplacer pareil".

→ Manque d'amour, de compassion, de solidarité au niveau micro/national et macro/international.

II. CONSEQUENCES

Rapatriement forcé mal géré depuis le lieu de détention en Europe→ jusqu'au lieu de débarquement au Sénégal (conditions infra humaines ; répression, mauvaise prise en charge sur le plan psychologique et social).

Beaucoup de pertes en vies humaines,→ au fond de l'Océan Atlantique enregistrées dans les familles (forces vives de la nation).

→ Beaucoup de jeunes révoltés, prêts à repartir à tout prix.

→ Beaucoup de familles poursuivies, surtout les mamans des clandestins, pour crédit accordé et non remboursé.

Humiliation qui pousse certains rapatriés forcés à s'enfermer→ constamment dans leur chambre (peur du regard social très peu tendre).

Développement de la xénophobie en— Afrique et en Europe (l'immigré clandestin constitue une menace culturelle et économique pour les Occidentaux surtout quand il ne maîtrise pas la langue du pays d'accueil. La maîtrise de la langue est un facteur d'intégration culturelle et professionnelle alors que beaucoup d'immigrés clandestins sont analphabètes).

(« Tu m'empêches de vivre chez toi, tu refuses de partager ton pain avec moi à la sueur de mon front, que fous-tu chez moi ? »

— Croissance de la xénophobie en Occident.

« Ne venez pas nous empêcher de vivre dans la quiétude »

Naissance de réseaux d'affairistes clandestins et truands qui— exploitent la situation de précarité que subissent les jeunes en mal de vivre (passeurs sans vergogne qui larguent les clandestins à côté des stations quelconques de tourisme balnéaire leur faisant croire qu'ils sont à la côte espagnole).

— Phénomène = affaire florissante pour les trafiquants de visas.

Création d'une situation d'injustice (les rapatriés de force sont— frappés d'une mesure de bannissement de 03 ans au minimum du pays où ils ont débarqué de façon illégale. De surcroît, ils n'ont pas accès au programme visas dont ils sont à l'origine).

Prolifération de vendeurs de potions— mystiques ou magiques pour échapper au danger du passage de l'Atlantique et aux risques de rapatriement forcé.

III. PERSPECTIVES

SENSIBILISER/ANIMER les populations des zones à risques sur la— thématique de l'Emigration clandestine (développer une stratégie de lutte pro-active).

Démystifier la vie en Europe en— procédant à une information juste et objective sur la vie des Européens et celles des immigrés (conditions d'acquisition des moyens de vie des uns et des autres ; les pauvres en Europe ; la tendance économique dans les pays ciblés par les clandestins pour émigrer).

— Mettre sur pied un dispositif de lutte directe contre le phénomène d'émigration clandestine :

- Dispositif de surveillance des côtes d'embarquement et des zones à risques (quartiers urbains et villages) ;

- Mettre en place des activités génératrices de revenus durables à partir de l'aide au développement et des flux d'argent envoyés par les immigrés aux familles et destinés plutôt au fonctionnement (prestige) qu'à l'investissement (les transferts de fonds par les émigrés sénégalais étaient estimés à 270 millions USD en 2002) . En France, le transfert d'argent des immigrés vers leurs pays d'origine est supérieur à l'aide au développement (0,7 % du budget)

- Augmenter l'aide au développement à orienter vers des investissements massifs.

Le Premier Ministre Sénégalais d'alors, abordant la question du développement du Sénégal

disait : "Avec l'appui de la communauté internationale, nous sommes sûrs d'y parvenir et d'aboutir à un développement humain intégral et durable au 21e siècle qui devrait jeter les bases d'une nouvelle civilisation avec comme valeurs principales : la solidarité, le partenariat, la protection de l'environnement".

Le président français (Mr François MITERAND) de l'époque avait déclaré qu'il refuserait toute diminution de l'aide de l'Union européenne aux pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), même si certains pays butent en déclarant que leur situation intérieure ne leur permet plus de largesse. Il finissait sa déclaration en disant qu'il fallait transformer le sommet de Copenhague en rendez-vous de femmes et d'hommes désireux de traduire en acte concret ce qui pourrait faire l'objet de beaucoup de paroles :

- Créer un lobbying pour faire pression sur les gouvernements et les pousser à avoir la volonté politique de développer une politique de réduction effective de la pauvreté ;
- Soutenir les efforts de développement durable de grande envergure (pôles de développement agricole) ;
- Mener une campagne pour le marché équitable et diminuer les effets de la mondialisation sur les petits exploitants agricoles ou sur les PME des pays émergents.

NB : L'invasion des marchés par les produits chinois fait beaucoup de mal à l'économie locale déjà trébuchante).

- Eviter la répression tant en Europe qu'en Afrique (ce n'est pas une solution humaine durable que de mâter ou d'incarcérer des jeunes gens et jeunes filles, déjà prisonniers du mal vivre).
- Eclairer les comportements des gouvernements du Nord et du Sud avec la parole de Dieu qui nous révèle que :

L'humanité est prédestinée à une vie heureuse ; les biens du monde sont un patrimoine commun à tous les êtres vivants ;

Dieu, Emmanuel est présent en chaque personne (Mt 25).

- Développer chez tous les peuples l'amour du prochain dont la dignité n'est liée ni à la couleur de la peau, ni au statut social encore moins au Continent de provenance ou à la religion.
- Installer dans les consciences les valeurs de la solidarité, de la compassion, du partage, en somme une vision chrétienne de l'Homme et de l'organisation sociale.
- Soulager en les soutenant au niveau psychologique les rapatriés et leurs familles et surtout les familles ayant enregistré des victimes du passage vers les côtes espagnoles.
- Organiser la sécurisation des côtes en même temps que la prise en charge des problèmes de vie de la jeunesse. Eduquer, former et donner des chances égales d'insertion socioprofessionnelle à tous.
- Prier pour les gouvernements qui définissent les politiques de développement et président à la destinée de l'humanité : qu'ils aient toujours l'Homme au cœur de leurs préoccupations

politique et économique.

CONCLUSION

J'espère, avec la grâce de Dieu, que cette modeste contribution aidera à une meilleure gestion du phénomène migratoire au Sénégal, en Europe et dans le monde.

Bruxelles, le 15 juin 2007

Abbé Ambroise TINE

Secrétaire Général

CARITAS SENEGAL